



RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE

RAPPORT PAYS DU
UGANDA

2024

Ouganda



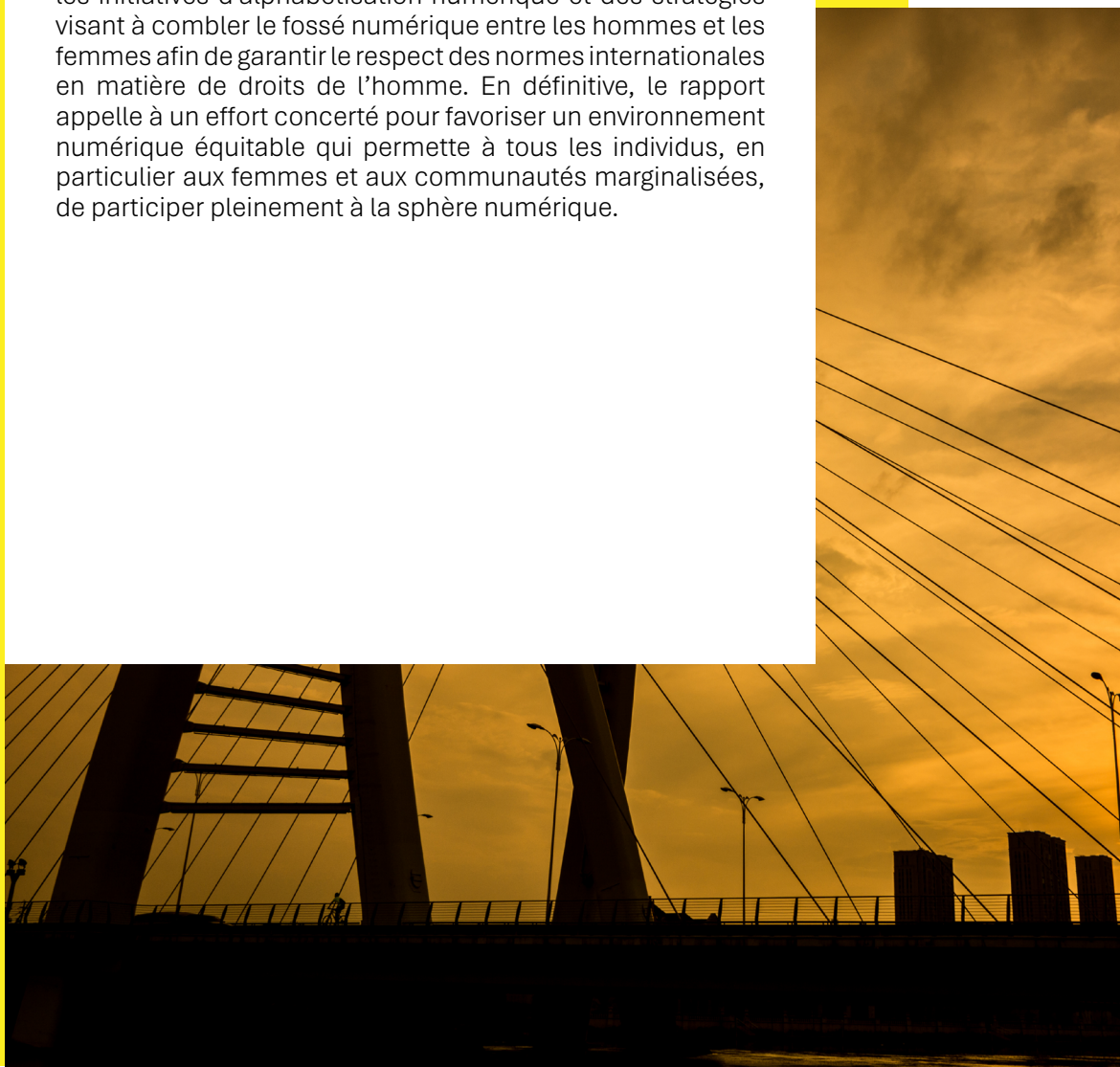
Résumé

Ce rapport examine en détail le paysage des droits et de l'inclusion numériques en Ouganda, en soulignant les progrès et les défis actuels. Le rapport utilise une approche mixte, incorporant des données quantitatives et des études de cas pour analyser des domaines thématiques clés tels que l'accès à l'internet, la liberté d'expression, la liberté des médias, la violence sexiste en ligne, la protection des données et la vie privée, la surveillance, la censure, la modération du contenu et le rôle des technologies émergentes, en s'appuyant sur l'indice TheScore de Paradigm Initiative pour mesurer la conformité avec la déclaration de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). Les principales conclusions indiquent qu'en dépit de légères améliorations en matière de liberté de l'internet et de partenariats avec la société civile, des obstacles importants persistent, en particulier pour les groupes marginalisés. Des questions telles que la désinformation sexiste, la faible culture numérique et l'accès limité à l'internet dans les zones rurales sont des problèmes cruciaux qui empêchent la réalisation de l'inclusion numérique. Le rapport souligne également la volonté permanente du gouvernement d'étouffer la liberté d'expression, principalement par la persécution des critiques et la réglementation des plateformes en ligne. Les recommandations comprennent le renforcement des cadres de responsabilité, des investissements plus importants dans les initiatives d'alphabétisation numérique et des stratégies visant à combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes afin de garantir le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme. En définitive, le rapport appelle à un effort concerté pour favoriser un environnement numérique équitable qui permette à tous les individus, en particulier aux femmes et aux communautés marginalisées, de participer pleinement à la sphère numérique.

2

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024



Introduction

3

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

La République d'Ouganda est un pays enclavé d'Afrique de l'Est, bordé à l'est par le Kenya, au nord par le Sud-Soudan, à l'ouest par la République démocratique du Congo, au sud-ouest par le Rwanda et au sud par la Tanzanie.¹²⁵³ Actuellement, d'après l'élaboration par Worldometers des dernières données des Nations Unies, la population de l'Ouganda est de 50 015 092.¹²⁵⁴ Cependant, 29,3 % de la population de l'Ouganda est urbaine (14 635 755 personnes en 2024), tandis que 72,9 % vivaient dans des zones rurales au début de 2024¹²⁵⁵ avec un âge médian de 16,7 ans.¹²⁵⁶ 50,4 % de la population est féminine, tandis que 49,6 % est masculine¹²⁵⁷ et sa population a augmenté de 1,3 million, soit 2,8 %, entre début 2023 et début 2024.¹²⁵⁸ Depuis 1986, le président de l'Ouganda reste Yoweri Museveni, sous l'égide du parti politique National Résistance Mouvement (NRM).¹²⁵⁹

Le rapport 2024 Ouganda Londa analyse les droits et l'inclusion numériques en Ouganda, en proposant des recommandations critiques pour l'amélioration et la conformité avec la Déclaration sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, en utilisant l'indice de score développé par Paradigm Initiative. Elle note des progrès en matière de liberté de l'internet et de partenariats avec la société civile. Il met toutefois en évidence des problèmes tels que l'accès restreint à l'information, la répression de la liberté d'expression par le gouvernement et l'augmentation de la désinformation et de la violence en ligne fondées sur le genre. Les restrictions imposées à des plateformes telles que Facebook entravent la liberté d'expression. Bien que le rapport reconnaisse l'existence de problèmes liés au genre, les mesures prises par le gouvernement à l'encontre des détracteurs violent les principes de la liberté d'expression. Les recommandations portent notamment sur le renforcement de la responsabilité, l'augmentation des investissements dans la culture numérique et les efforts visant à combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes, en soulignant les lacunes importantes dans le respect des principes de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).

Dans l'ensemble, la liberté d'Internet en Ouganda s'est légèrement améliorée grâce à une meilleure connectivité et à l'utilisation accrue des médias sociaux pour demander des comptes au gouvernement. Cependant, le gouvernement continue de limiter la liberté d'expression en ligne en manipulant l'information sur les médias sociaux, en ciblant les activistes numériques et en essayant de mettre en place des exigences d'enregistrement pour les médias en ligne.¹²⁶⁰ 2024 a vu une amélioration dans la mise en œuvre et la documentation des réussites, un partenariat accru avec la société civile et le secteur privé, et une sensibilisation accrue au service universel et au fonds d'accès par la Commission des communications de l'Ouganda (UCC) par rapport à 2023.

Cela montre une légère amélioration de la part de l'UCC en ce qui concerne son mécanisme de responsabilité pour combler le fossé numérique entre les hommes et les femmes dans le pays.

¹²⁵³ Ouganda <https://en.wikipedia.org/wiki/Uganda> (consulté le 15 novembre 2024 à 16:00 EAT)

¹²⁵⁴ Population de l'Ouganda <https://www.worldometers.info/world-population/uganda-population/> (consulté le 31 décembre 2024)

¹²⁵⁵ Simon Kemp. (23 février 2024). Numérique 2024 : Ouganda, <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 16 novembre 2024).

¹²⁵⁶ Population de l'Ouganda <https://www.worldometers.info/world-population/uganda-population/> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁵⁷ DIGITAL 2024 : OUGANDA <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁵⁸ NUMÉRIQUE 2023 : OUGANDA <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁵⁹ Ouganda <https://en.wikipedia.org/wiki/Uganda> (consulté le 15 novembre 2024 à 16:00 EAT)

¹²⁶⁰ Freedom House (2024). Ouganda : Liberté sur le Net 2024 <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2024> (consulté le 16 novembre 2024).

Accès à l'internet

L'accès à l'internet reste un droit de l'homme fondamental en Ouganda, conformément à la constitution ougandaise de 1995, en particulier l'article 29(1)(a), qui garantit le droit à la liberté d'expression, y compris la liberté de recevoir et de transmettre des informations et des idées par tout moyen de son choix.¹²⁶¹ L'Ouganda a déployé divers efforts, notamment des actions de plaidoyer menées par des organisations de la société civile pour promouvoir les droits numériques et la législation visant à améliorer l'accès aux services internet.¹²⁶² Toutefois, des difficultés subsistent particulièrement des restrictions en cas de troubles sociaux et des problèmes liés à la censure de l'internet. En janvier 2024, il y avait 13,30 millions d'utilisateurs d'internet en Ouganda, avec un taux de pénétration d'internet de 27% de la population totale.¹²⁶³ Selon le rapport Digital 2024 Ouganda, les utilisateurs d'internet en Ouganda ont augmenté de 1,2 million (+10,3%) entre janvier 2023 et janvier 2024.¹²⁶⁴ Ce rapport révèle également que 35,95 millions de personnes en Ouganda n'utilisaient pas l'internet au début de l'année 2024. Internet au début de l'année 2024, ce qui suggère que 73% de la population soit restée hors ligne au début de l'année.¹²⁶⁵ Des facteurs tels que l'accès limité à l'électricité dans les zones rurales, les faibles niveaux d'alphabétisation numérique et le coût élevé des appareils compatibles avec l'internet, tels que les ordinateurs et les smartphones, sont quelques-uns des obstacles qui affectent l'utilisation de l'internet.¹²⁶⁶ Selon l'indice de l'internet inclusif, seuls 31 % de la population ont accès aux services 4G.¹²⁶⁷ La connectivité a connu une brève baisse en février 2024 après que d'importants réseaux de télécommunications ont été la cible d'une cyberattaque du groupe de pirates Soudan anonyme, comme l'indiquent les données relatives au trafic.¹²⁶⁸

En août 2023, l'Ouganda a conclu un accord de partage des infrastructures TIC avec la Tanzanie, qui, selon les responsables, devrait permettre de réduire les coûts de connectivité.¹²⁶⁹ En outre, Airtel Ouganda et MTN Ouganda ont lancé des réseaux 5G en juillet 2023 pour améliorer la connectivité internet.¹²⁷⁰ Mais la connectivité reste un défi. Le même mois, le gouvernement a annoncé une réduction des coûts de l'internet pour les entités gouvernementales connectées à l'infrastructure dorsale nationale (NBI), faisant passer le prix de 70 USD à 35 USD par Mbps et par mois.¹²⁷¹ En avril 2024, 28 fournisseurs d'accès à Internet (FAI) étaient connectés au point d'échange Internet de l'Ouganda (UIXP).¹²⁷²

Si l'accès à l'internet est devenu plus abordable, en particulier sur les appareils mobiles, les coûts restent élevés pour de nombreux Ougandais.¹²⁷³ Le prix moyen d'un gigaoctet (Go) de données mobiles prépayées est de 1,11 USD, soit environ 5 000 shillings ougandais par Go. Cependant, en

¹²⁶¹ Constitution de la République d'Ouganda <https://ulii.org/akn/ug/act/statute/1995/constitution/eng@2018-01-05> (consulté le 06 février 2025 à 14:28 heure d'Afrique du Sud)

¹²⁶² <https://www.ucc.co.ug/download-category/performance-reports/> (consulté le 09 février 2025)

¹²⁶³ Simon Kemp. (23 février 2024). Digital 2024: Ouganda, <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 15 novembre 2024).

¹²⁶⁴ Simon Kemp. (23 février 2024). Digital 2024: Ouganda <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 15 novembre 2024).

¹²⁶⁵ Simon Kemp. (23 février 2024). Digital 2024: Ouganda <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 15 novembre 2024)

¹²⁶⁶ Gillwald, A., Mothobi, O., Tusubira, F., & Ndiwalana, A. (2019). L'état des TIC en Ouganda (Document d'orientation n° 8 ; Série 5 : Après l'accès - Évaluation des inégalités numériques en Afrique). Recherche TIC Afrique. https://researchictafrica.net/wp-content/uploads/2019/05/2019_After-Access-The-State-of-ICT-in-Uganda.pdf (consulté le 15 novembre 2024)

¹²⁶⁷ Impact de l'économiste. (2022). Indice Internet Inclusif Ouganda <https://impact.economist.com/projects/inclusive-internet-index/2022/country/Uganda> (consulté le 16 novembre 2024).

¹²⁶⁸ Cloudflare Radar. (02 janvier .2024- 02 octobre 2024). Trafic en Ouganda- <https://radar.cloudflare.com/traffic/ug?dateStart=2024-02-01&dateEnd=2024-02-10> (consulté le 16 novembre 2024).

¹²⁶⁹ Telecom Paper. (21 août 2023.) L'Ouganda et la Tanzanie concluent un accord pour partager l'infrastructure dorsale des TIC <https://www.telecompaper.com/news/uganda-and-tanzania-reach-deal-to-share-ict-backbone-infrastructure--1473418> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁷⁰ Abdullah Rabiiba Karim. (Lundi 31 juillet 2023). Le réseau 5G est mis en service alors que la technologie continue de redéfinir le secteur des télécommunications <https://www.monitor.co.ug/uganda/business/technology/5g-network-goes-live-as-technology-continues-to-redefine-telecom-sector-4322538> (consulté le 16 novembre 2024).

¹²⁷¹ <https://www.telecompaper.com/news/uganda-and-tanzania-reach-deal-to-share-ict-backbone-infrastructure--1473418> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁷² Le point d'échange Internet de l'Ouganda <https://www.uixp.co.ug/networks> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁷³ SautiTech Editor. (14 février 2019). Forfaits internet mensuels : Un aperçu de ce qu'offrent Africell, MTN et Airtel [MISE À JOUR] <https://www.sautitech.com/telecom/africell-monthly-internet-bundles/> (consulté le 16 novembre 2024).

novembre 2024, l'Ouganda se classait au premier rang mondial pour la vitesse des communications mobiles et au 127^e rang pour la vitesse des communications fixes à large bande.¹²⁷⁴ En 2024, la taxe de 5 % sur les services numériques introduite en juillet 2023 par l'Uganda Revenue Authority (URA) a toujours un impact sur l'écosystème numérique parce qu'elle cible les entreprises non résidentes qui tirent des revenus de la fourniture de services numériques en Ouganda. Cette taxe continue de susciter des inquiétudes quant à ses effets potentiels sur le caractère abordable et l'accessibilité, créant ainsi des obstacles à la publication en ligne.¹²⁷⁵ Les groupes de la société civile se sont inquiétés de l'augmentation des prix des services numériques, de l'impact de la fracture numérique et des obstacles à la publication en ligne et à la création de contenu. Si les fournisseurs de services numériques répercutent cette taxe sur les consommateurs, cela pourrait entraver l'accès aux services numériques pour les personnes handicapées et les habitants des communautés rurales.¹²⁷⁶

Le gouvernement a également continué à appliquer une taxe de 12 % sur les données Internet dans le cadre d'un paquet fiscal adopté en vertu de la loi de 2021 sur les droits d'accise (amendement).¹²⁷⁷ Toutefois, cette taxe exonère les données utilisées pour les services médicaux et éducatifs.¹²⁷⁸ Des recherches sur la taxe de 12 % ont montré qu'elle affectait de manière disproportionnée l'accès des femmes à l'internet.¹²⁷⁹ En 2023, plusieurs organisations de la société civile ont commencé à faire pression sur le gouvernement pour qu'il réduise cette taxe au cours de l'année fiscale 2024. Malgré les efforts de plaider, la taxe n'a pas été abrogée au cours de l'année fiscale 2024. Cependant, les projections budgétaires du gouvernement pour 2024/2025 continuent d'inclure des recettes provenant de cette taxe, ce qui indique que la mise en œuvre se poursuit. Début 2024, 37,8 % des utilisateurs de médias sociaux en Ouganda étaient des femmes, tandis que 62,2 % étaient des hommes.¹²⁸⁰

Malgré ces difficultés, aucune restriction de connectivité ou nouvelle limitation imposée par le gouvernement sur les plateformes de médias sociaux n'a été signalée en 2024, bien que l'accès à Facebook soit resté restreint, d'où des restrictions partielles des médias sociaux.¹²⁸¹ Toutefois, certains utilisateurs peuvent encore accéder à Facebook en utilisant des réseaux privés virtuels (VPN) et certains réseaux Wi-Fi.

Début 2024, 33,34 millions de connexions mobiles cellulaires étaient actives en Ouganda, soit 67,7 % de la population totale. Les vitesses de connexion à l'internet fixe en Ouganda ont augmenté de 2,26 Mbps (+21,1 %),¹²⁸² avec une vitesse de téléchargement médiane de 13,08 Mbps et une vitesse de téléchargement médiane de 14,80 Mbps.¹²⁸³ Ces vitesses dépassent le minimum de 4 Mbps à l'échelle nationale prescrit par la politique nationale de haut débit de l'Ouganda, adoptée en 2018.¹²⁸⁴ En outre, la vitesse médiane de connexion à l'internet mobile en février 2024 était de 32,11 Mbps pour les téléchargements et de 13,07 Mbps pour les téléchargements vers l'amont.¹²⁸⁵

Le rapport Digital 2024 Ouganda indique que le nombre d'utilisateurs de médias sociaux en Ouganda a augmenté de 750 000, soit une hausse de 40,5 %, entre début 2023 et début 2024. Au

¹²⁷⁴ <https://www.speedtest.net/global-index/uganda> (consulté le 7 janvier 2025)

¹²⁷⁵ Freedom House (2024). Ouganda : Liberté sur le Net 2024 <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2024> (consulté le 16 novembre 2024).

¹²⁷⁶ Brian Oduti. (17 octobre 2023, 4:01 GMT). Un aperçu de la taxe sur les services numériques en Ouganda : <https://advox.globalvoices.org/2023/10/17/a-look-into-ugandas-digital-services-tax/>

¹²⁷⁷ Posté à 7:07 PM - Apr 29, 2021 via user : Nemz @AmanyaNemz https://twitter.com/Parliament_Ug/status/1387800653356060672 (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁷⁸ Rapports sur les chimpanzés. (2 avril 2021). Voitures, données Internet, bière, minéraux visés par les nouvelles lois fiscales <https://chimpanzeereports.com/cars-internet-data-beer-minerals-targeted-in-new-tax-laws/> (consulté le 16 novembre 2024).

¹²⁷⁹ Rehema Kahunde. (2 février 2023). Fiscalité, genre et accès à Internet : leçons de l'Ouganda <https://globaldev.blog/taxation-gender-and-internet-access-lessons-uganda/> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁸⁰ Michael Malakata. (27 février 2023). La société civile fait pression sur le gouvernement ougandais pour réduire les taxes sur Internet <https://itweb.africa/content/8OKdWMDX4nWMbznQ> (consulté le 17 novembre 2024)

¹²⁸¹ Arthur Arnold Wadero. (vendredi 12 août 2022). Facebook restera fermé alors que les négociations entre le gouvernement et le géant de la technologie stagnent <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/facebook-to-remain-shut-as-govt-talks-with-tech-giant-stall-3912172> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁸² Simon Kemp. (23 février 2024). Digital 2024 : Ouganda <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 15 novembre 2024).

¹²⁸³ <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁸⁴ Ministère de l'information, des technologies de la communication et de l'orientation nationale. (septembre 2018). LA POLITIQUE NATIONALE DU HAUT DÉBIT <https://ict.go.ug/wp-content/uploads/2019/05/National-Broadband-Policy-Booklet.pdf> (consulté le 17 novembre 2024).

¹²⁸⁵ <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 15 novembre 2024)

début de 2024, les utilisateurs de médias sociaux représentaient 5,3 % de la population totale de l'Ouganda.¹²⁸⁶ En outre, 19,5 % des internautes ougandais (quel que soit leur âge) utilisaient au moins une plateforme de médias sociaux en janvier 2024.

Les médias sociaux sont devenus une plateforme essentielle pour réclamer la justice sociale et politique en Ouganda.¹²⁸⁷ En particulier sur X (anciennement Twitter), les Ougandais se mobilisent contre les injustices malgré les efforts du gouvernement pour limiter l'activisme en ligne. Une campagne importante est l'exposition #UgandaParliamentExhibition, qui vise à exposer les abus et la mauvaise gestion au Parlement, en attirant l'attention sur la responsabilité et la transparence dans la gouvernance.¹²⁸⁸ Il s'agit d'un effort collectif des Ougandais pour utiliser les médias sociaux comme outil d'activisme, montrant comment les plateformes numériques peuvent amplifier les voix et organiser des mouvements contre les injustices perçues. Ce mouvement a bénéficié d'un soutien important, ce qui a conduit de nombreuses personnes à demander un audit des dépenses du Parlement.¹²⁸⁹ En réponse, le ministère des finances a proposé de réduire de moitié le budget du Parlement.¹²⁹⁰ Cependant, les organisateurs ont été confrontés à la répression, et un militant s'est caché de peur d'être arrêté.¹²⁹¹ Parmi les autres mouvements récents de hashtags, on peut citer #UgandaPotholeExhibition, qui souligne le mauvais état des routes,¹²⁹² et #UgandaHealthExhibition, #UgandaNGOExhibition, #UgandaLabourExhibition, et #UgandaSecurityExhibition.¹²⁹³ Les Ougandais utilisent de plus en plus les plateformes en ligne pour s'engager dans la gouvernance et l'activisme numérique. Des campagnes sur les médias sociaux comme #UgandaPotholeExhibition obligent les fonctionnaires à rendre des comptes, tandis que les pétitions en ligne et les discussions avec les dirigeants locaux favorisent le plaidoyer pour le changement. Les blogs et les sources d'information indépendantes informent les citoyens de leurs droits, et les outils en ligne facilitent le suivi des services publics. À l'approche des élections, l'accent est mis sur l'éducation des électeurs et les discussions sur l'intégrité, afin de privilégier une citoyenneté mieux informée et plus active. Par conséquent, les limitations d'accès à l'internet et le blocage de plateformes telles que Facebook restreignent l'accès à l'information. Cela va à l'encontre des principes encourageant un accès sans entrave à l'information. L'Ouganda a fait des progrès en matière d'accès à l'internet et d'engagement numérique pour s'aligner sur les stipulations du principe 38 de la CADHP concernant la non-ingérence dans le contexte des médias et de la liberté d'expression dans le cadre de la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique (2019). Néanmoins, elle doit s'attaquer aux restrictions gouvernementales et aux obstacles économiques pour s'aligner sur les normes internationales en matière de droits de l'homme. Garantir le libre accès aux groupes marginalisés est essentiel pour un environnement numérique plus inclusif.

Liberté d'expression

Le gouvernement ougandais restreint de plus en plus la liberté d'expression en ligne, ciblant ceux qui critiquent le président Museveni et sa famille. En juillet 2024, l'utilisateur de TikTok Edward Awabwa a été condamné à six ans de prison pour avoir tenu des propos haineux à l'encontre du président.¹²⁹⁴ Auparavant, en février 2024, Ibrahim Musana, connu sous le nom de Pressure 24/7,

¹²⁸⁶ <https://datareportal.com/reports/digital-2024-uganda> (consulté le 15 novembre 2024)

¹²⁸⁷ Chroniqueurs invités. (Lundi 01 mai 2023). L'activisme Hashtag est l'avenir du plaidoyer citoyen <https://www.monitor.co.ug/uganda/oped/letters/hashtag-activism-is-the-future-of-citizen-advocacy-4218838> (consulté le 17 novembre 2024).

¹²⁸⁸ Peter G. Mwesige. (28 mars 2024). L'activisme en ligne fait bouger les choses en matière de responsabilité sociale en Ouganda <https://cipesa.org/2024/03/online-activism-is-moving-the-dial-on-social-accountability-in-uganda/> (consulté le 17 novembre 2024)

¹²⁸⁹ Ronald Odongo. 6 mars 2024. Le gouvernement félicite les Ougandais pour leur campagne sur les réseaux sociaux concernant l'exposition parlementaire <https://nexusmedia.ug/govt-commends-ugandans-behind-parliamentary-exhibition-social-media-campaign/> (consulté le 17 novembre 2024)

¹²⁹⁰ Christopher Kiiza. (28 mars 2024). Le gouvernement s'apprête à réduire de moitié le budget du Parlement <https://chimpanews.com/govt-moves-to-cut-parliament-budget-by-half/> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁹¹ Agence de presse HICGI. (27 février 2024) . Activist Jeje Forced to Flee : Poursuite policière contre une exposition de plaidoyer au Parlement ougandais. <https://hicginewsagency.com/2024/02/27/activist-jeje-forced-to-flee-police-pursuit-over-uganda-parliament-exhibition-advocacy/> (consulté le 17 novembre 2024)

¹²⁹² CIVIC SPACE TV, « L'état des routes en Ouganda. #CommunityVoicesUG #KampalaPotholeExhibition' <https://www.youtube.com/watch?v=XtX1fC5EHYo> (consulté le 17 novembre 2024).

¹²⁹³ #UgandaPotholeExhibition https://twitter.com/search?q=%23UgandaPotholeExhibition&src=typed_query&f=top (consulté le 28 novembre 2024)

¹²⁹⁴ The Independent. (10 juillet 2024). Tiktoker Awabwa emprisonné pour six ans pour avoir abusé de Museveni et de sa famille <https://www.independent.co.ug/tiktok-awabwa-jailed-for-six-years-for-abusing-museveni-and-family/>

avait été arrêté en vertu de la loi sur l'utilisation abusive des ordinateurs (Computer Misuse Act) pour diffamation et incitation à la violence en raison de ses messages sur les médias sociaux concernant des personnalités publiques.¹²⁹⁵ Bien qu'il ait été libéré sous caution en avril 2024, il est soumis à des conditions lui interdisant de parler de certains responsables.¹²⁹⁶ La répression du gouvernement ougandais contre la liberté d'expression et la sécurité des journalistes contraste fortement avec la Déclaration de la CADHP, qui met en évidence les problèmes systémiques en matière de droits des médias. Il est urgent de procéder à une réévaluation approfondie des lois et des pratiques afin de protéger les libertés fondamentales d'expression et de garantir la sécurité des journalistes en Ouganda.

En outre, en janvier 2024, la BBC a découvert de faux comptes de médias sociaux liés au Centre d'interaction avec les citoyens du gouvernement, qui diffusaient de la propagande pro-gouvernementale et menaçaient ceux qui s'élevaient contre l'administration.¹²⁹⁷ La Commission ougandaise des communications (UCC) a également exigé que les médias en ligne s'enregistrent sous peine de fermeture. Cependant, les campagnes de justice sociale telles que l'exposition #UgandaParliamentExhibition continuent de prospérer malgré ces défis.¹²⁹⁸ Les actions documentées visant à étouffer la liberté d'expression portent atteinte au droit à la liberté d'expression. La persécution des activistes numériques et la criminalisation des voix dissidentes violent cette liberté d'expression.

En avril 2024, la Cour constitutionnelle a confirmé certaines parties de la loi anti-homosexualité de 2023, qui criminalise la promotion de l'homosexualité, compromettant ainsi l'expression en ligne.¹²⁹⁹ Cette décision a entraîné une augmentation de la violence contre les personnes LGBTQIA+ en ligne, y compris un incident troublant en janvier 2024 lorsqu'une femme transgenre a été violemment attaquée devant son domicile par une foule en colère qui s'était rassemblée à la suite de fausses rumeurs sur les médias sociaux l'accusant de forcer des jeunes hommes à prendre des hormones.¹³⁰⁰ Des inquiétudes subsistent quant à l'accessibilité des informations relatives aux activités de la CADHP et à son indépendance par rapport à l'influence du gouvernement.¹³⁰¹

La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation de l'engagement en ligne, contribuant à une augmentation de la violence sexiste facilitée par la technologie (TFGBV).¹³⁰² De nombreuses personnes n'ont pas conscience de cette violence, notamment en ce qui concerne le lien entre la violence en ligne et la violence hors ligne, qui affecte de manière disproportionnée les groupes vulnérables.¹³⁰³ En Ouganda, environ une femme sur trois a été victime de violence en ligne, les femmes journalistes étant confrontées à des risques supplémentaires tels que le harcèlement et la cyberintimidation.¹³⁰⁴ Souvent, les médias font du sensationnalisme avec cette violence, en déplaçant l'attention des auteurs vers les victimes.¹³⁰⁵ À mesure que les technologies numériques

(consulté le 17 novembre 2024).

¹²⁹⁵ Priscilla Maloba. (Lundi 19 février 2024). TikToker détenu pour avoir trollé Kabaka fait face à plusieurs accusations criminelles <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/tiktoker-detained-over-trolling-kabaka-faces-several-criminal-charges-4530048> (consulté le 17 novembre 2024).

¹²⁹⁶ Samson Waswa. (11 avril 2024 à 20:00). Le TikToker «Pressure» renvoyé en prison alors que les poursuites judiciaires piétinent <https://www.pulse.ug/entertainment/tiktoker-pressure-remanded-back-to-jail/wvegem0> (consulté le 17 novembre 2024)

¹²⁹⁷ Liberté sur le Net 2024 Ouganda <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2024> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁹⁸ <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-net/2024> (consulté le 16 novembre 2024)

¹²⁹⁹ Ouganda : La Cour confirme la loi contre l'homosexualité Renforce la discrimination et accroît le risque de violence anti-LGBT, (April 4, 2024 1:15PM EDT) <https://www.hrw.org/news/2024/04/04/uganda-court-upholds-anti-homosexuality-act> (consulté le 17 novembre 2024)

¹³⁰⁰ Sophie Perry, 'Coups, arrestations, peur et rêves brisés : la loi draconienne contre l'homosexualité en Ouganda, un an après son adoption'. (30 mai) <https://www.thepinknews.com/2024/05/30/uganda-gay-law-anti-homosexuality-bill/> (consulté le 17 novembre 2024)

¹³⁰¹ Ronald Musoke, «Ouganda : l'UCC devient-elle un État rebelle ??» (5 décembre 2017) The Independent (Kampala) <https://allafrica.com/stories/201712050069.html> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰² Irene Abalo Otto, 'Champ de bataille numérique : la montée de la violence en ligne contre les militants ougandais' (jeudi 10 octobre 2024) <https://www.monitor.co.ug/uganda/special-reports/digital-battlefield-the-rise-of-online-violence-against-uganda-s-activists-4787918#story> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰³ Décrypter la violence sexiste facilitée par la technologie : un bilan de la réalité dans sept pays <https://rutgers.international/resources/decoding-technology-facilitated-gender-based-violence-a-reality-check-from-seven-countries/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰⁴ Irene Alenga, Collins Otieno, Natalie Apar, «Lutter contre la violence sexiste facilitée par la technologie» (5 septembre 2024) <https://knowledgeguccess.org/2024/09/05/addressing-technology-facilitated-gender-based-violence/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰⁵ Akademie DW, 'Les reportages des médias sur la violence en ligne contre les femmes en Afrique de l'Est

évoluent et que l'accès à l'internet se développe, les risques d'abus augmentent.¹³⁰⁶ Près de la moitié des femmes ougandaises (49 %) déclarent avoir été victimes de harcèlement en ligne.¹³⁰⁷ La technologie est de plus en plus utilisée pour intimider les femmes et les groupes marginalisés, s'infiltrant dans divers aspects de la vie quotidienne. Malgré l'escalade de la menace, cette violence passe généralement inaperçue aux yeux des décideurs politiques et de la société, ce qui entraîne de graves répercussions qui entravent la participation des femmes et des filles aux affaires civiques et politiques. La législation existante, telle que la loi anti-pornographie de 2014, peut involontairement criminaliser les victimes, tandis que la loi anti-homosexualité de 2023 peut dissuader les personnes LGBTQI+ d'intenter une action en justice contre la violence transfrontalière.¹³⁰⁸ La peur, la méconnaissance des mécanismes de signalement et la faiblesse des cadres juridiques sont autant de facteurs qui expliquent les faibles tendances en matière de signalement.

Il est essentiel de lutter contre la désinformation sexiste pour garantir un paysage électoral équitable et combattre l'inégalité entre les sexes en Ouganda.¹³⁰⁹ La désinformation se manifeste souvent par la manipulation de l'information, la diabolisation des idéaux d'égalité des sexes et diverses formes d'abus, notamment le trolling et le body shaming. Les femmes, en particulier les femmes dirigeantes, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme, sont fréquemment les premières cibles de la désinformation sexiste, qui marginalise leur participation à la prise de décision. L'impact de la désinformation sexiste va au-delà des préjudices individuels; elle sape le discours public et diminue la crédibilité des femmes, décourageant leur engagement politique. De nombreuses femmes se retirent des processus politiques en raison des tactiques d'intimidation, tandis que celles qui ont des multiples identités sont habituellement confrontées à une discrimination accrue et à des discours de haine. L'espace civique des femmes journalistes se rétrécit en raison de la violence sexiste, ce qui affecte leur bien-être et la liberté de la presse.¹³¹⁰ En Ouganda, la peur des agressions empêche souvent les reportages critiques.

La désinformation politise également les efforts en faveur de l'égalité des sexes, réduisant les femmes au silence et perpétuant les perceptions négatives de leur rôle. Les stéréotypes de genre et l'hypersexualisation en politique visent à discréditer les femmes, ce qui pousse nombre d'entre elles à se retirer de la vie publique. Les candidates se heurtent à des messages plus négatifs et sexistes que les hommes, qui mettent l'accent sur le caractère plutôt que sur les politiques. Bien qu'il existe des lois telles que la loi sur l'utilisation abusive des ordinateurs, l'Ouganda ne dispose pas de politiques spécifiques pour lutter contre la désinformation sexiste.¹³¹¹ La question de la fracture numérique entre les hommes et les femmes et de la violence à l'égard des femmes montre qu'il est nécessaire de prendre conscience et de reconnaître les défis propres à chaque sexe, ce qui va dans le sens de l'accent mis par la déclaration sur l'accès à l'information pour tous. Des réformes importantes sont nécessaires pour aligner les pratiques en matière de droits numériques sur les principes de la CADHP relatifs à la protection de la vie privée et des informations personnelles. Le gouvernement doit renforcer la responsabilité, garantir les droits à la vie privée, maintenir les protections contre la surveillance et créer un cadre juridique pour les informations personnelles dans l'espace numérique. Le respect de ces principes est essentiel pour promouvoir un environnement numérique inclusif qui protège les droits de tous les individus, en particulier ceux des communautés marginalisées.

portent préjudice aux victimes' (12.09.2023) <https://akademie.dw.com/en/study-east-africa-gender-based-violence-online/a-65625078> (Consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰⁶ Décrypter la violence sexiste facilitée par la technologie : un bilan de la réalité dans sept pays <https://rutgers.international/resources/decoding-technology-facilitated-gender-based-violence-a-reality-check-from-seven-countries/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰⁷ <https://rutgers.international/resources/decoding-technology-facilitated-gender-based-violence-a-reality-check-from-seven-countries/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰⁸ <https://rutgers.international/resources/decoding-technology-facilitated-gender-based-violence-a-reality-check-from-seven-countries/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁰⁹ Muhamadi Matovu, « Comment la désinformation axée sur le genre affecte les femmes dans la politique ougandaise » (WED 10 JUL, 2024 12:35) <https://nilepost.co.ug/politics/206987/how-gender-focused-misinformation-impacts-women-in-ugandan-politics> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³¹⁰ Examen des dimensions sexospécifiques de la sécurité des journalistes sur la base de l'enquête JSI de l'Unesco sur IN Kenya, Tanzanie et Ouganda <https://www.africafoicentre.org/examining-the-gendered-dimensions-of-journalists-safety-based-on-unescojs-isi-on-in-kenya-tanzania-and-uganda/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³¹¹ <https://nilepost.co.ug/politics/206987/how-gender-focused-misinformation-impacts-women-in-ugandan-politics> (consulté le 18 novembre 2024)

Protection des données et de la vie privée

Les militants s'inquiètent du fait que le gouvernement a récemment intensifié sa surveillance des médias sociaux et des plateformes en ligne. Alors que l'article 27 de la Constitution protège la vie privée des individus,¹³¹² La loi de 2019 sur la protection des données et de la vie privée, qui entrera en vigueur en avril 2021, est confrontée à des difficultés d'application.¹³¹³ Des critiques ont souligné que la NITA-U, qui relève du ministère des TIC, n'a pas publié de lignes directrices pour la collecte et le traitement des données COVID-19.¹³¹⁴ En outre, un raid effectué en juillet 2018 par l'Organisation de la sécurité intérieure chez MTN Uganda a suscité des inquiétudes quant à la sécurité des données des utilisateurs.¹³¹⁵

Les inquiétudes concernant l'augmentation des cyberattaques se sont accrues, touchant à la fois les entités privées et les fournisseurs de services en Ouganda. Au cours de l'exercice 2023/2024, la police a signalé 245 cas de cybercriminalité, soit une baisse de 14,3 % par rapport aux 286 cas recensés en 2022.¹³¹⁶ Cependant, ces crimes ont entraîné des pertes économiques importantes s'élevant à 1 543 292 161 UGX, avec seulement 377 441 465 UGX récupérés.¹³¹⁷

Le 6 février 2024, le groupe de pirates informatiques Anonymous Sudan a revendiqué la responsabilité d'une cyberattaque contre les principaux réseaux de télécommunications ougandais - MTN, Airtel et Uganda Telecom - peu après la visite en Ouganda du chef des Forces de soutien rapide du Soudan.¹³¹⁸ L'attaque aurait été décrite comme une mesure de représailles pour l'«hébergement» par l'Ouganda d'un criminel de guerre présumé, Hemedti.¹³¹⁹

Les entreprises de télécommunications ont connu une brève baisse de connectivité pendant l'attaque, mais la situation est revenue à la normale par la suite.¹³²⁰ Les communautés marginalisées, en particulier la communauté LGBTQIA+, ont fait l'objet de cyberattaques ciblées. L'obligation faite par le gouvernement en 2019 aux «communicateurs de données» de s'enregistrer auprès de l'UCC a également été critiquée parce qu'elle encourage l'autocensure en ligne. Cet enregistrement obligatoire de la carte SIM à l'aide des cartes d'identification nationales pose encore des problèmes importants concernant la communication anonyme, d'autant plus que la surveillance gouvernementale cible de manière disproportionnée les groupes vulnérables. Les conséquences de cette politique continuent de se faire sentir, impactant aujourd'hui la vie privée et la liberté d'expression.

Alors que les initiatives de villes intelligentes deviennent un élément essentiel du développement urbain, les défis qu'elles posent en matière de cybersécurité méritent une attention particulière. L'interconnexion des dispositifs et des systèmes crée une vaste surface d'attaque, ce qui les rend vulnérables à diverses cybermenaces. Une cyberattaque sur un composant peut perturber les services essentiels de plusieurs systèmes interdépendants.¹³²¹ Ces villes collectent de nombreuses

¹³¹² CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE D'UGANDA, 1995. https://www.ngobureau.go.ug/sites/default/files/laws_regulations/2020/12/Uganda%20Constitution%201995.pdf (consulté le 28 novembre 2024)

¹³¹³ Rapport du tableau de bord sur la protection de la vie privée 2021 <https://www.unwantedwitness.org/wp-content/uploads/2021/11/Privacy-Scorecard-Report-2021.pdf> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³¹⁴ ARTICLE 19 Afrique de l'Est, Kenya ICT Action Network et Pollicy, 'Unseen Eyes, Unheard Stories' (2021) <https://www.article19.org/wp-content/uploads/2021/04/ADRF-Surveillance-Report-1.pdf> (consulté le 18 novembre 2024).

¹³¹⁵ Elias Biryabarema, « MTN Ouganda affirme que des agents de sécurité du gouvernement ont perquisitionné son centre de données » (6 juillet 2018:21 PM GMT+3) <https://www.reuters.com/article/us-uganda-mtn-group/mtn-uganda-says-government-security-personnel-raided-its-data-center-idUSKBN1JW1Q5> (consulté le 19 novembre 2024).

¹³¹⁶ Autorité de renseignement financier (FIA), « Renforcer la cybersécurité et la réponse aux rançongiciels » (19 juillet 2024) <https://www.fia.go.ug/strengthening-cyber-safety-and-ransomware-response> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³¹⁷ Autorité de renseignement financier (FIA), « Renforcer la cybersécurité et la réponse aux rançongiciels » (19 juillet 2024) <https://www.fia.go.ug/strengthening-cyber-safety-and-ransomware-response> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³¹⁸ Mat Nashed, « Le Soudanais Hemedti est accueilli à l'étranger alors qu'il terrorise les civils dans son pays » (24 Jan 2024) Mise à jour : 25 Jan 2024 07:23 AM (GMT) <https://www.aljazeera.com/features/2024/1/24/sudans-hemedti-em-braced-abroad-as-he-terrorises-civilians-back-home> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³¹⁹ Saviour Parker Kwinika, « Anonymous Le Soudan attaque à nouveau, cette fois en Ouganda » (09 Feb 2024) <https://itweb.africa/content/WnxpEv4YRKE7V8XL> Leonard Sengere, « Un groupe de pirates informatiques soudanais attaque des entreprises de télécommunications de Djibouti, du Kenya et de l'Ouganda pour des raisons politiques » (8 February 2024) <https://www.techzim.co.zw/2024/02/sudan-hacker-group-cyber-attacks-djibouti-kenya-uganda-tele-coms-companies-over-politics/> (consulté le 19 novembre 2024).

¹³²⁰ <https://radar.cloudflare.com/traffic/ug?dateStart=2024-02-01&dateEnd=2024-02-10> (consulté le 16 novembre 2024)

¹³²¹ Islam Ahmad Ibrahim Ahmad, Anthony Anyanwu, Shedrack Onwinkwue, « LES DÉFIS DE LA CYBERSÉCURITÉ DANS LES VILLES INTELLIGENTES : UNE ÉTUDE DE CAS DES MÉTROPOLIS AFRICAINES » (février 2024) https://www.researchgate.net/publication/377963080_CYBERSECURITY_CHALLENGES_IN_SMART_CI-

données sensibles, ce qui soulève des problèmes de confidentialité et nécessite la confiance du public dans la sécurité des données et la résilience des services. Sans cette confiance, le succès des villes intelligentes et la confiance dans la gouvernance numérique sont menacés. L'Ouganda s'est concentré sur plusieurs initiatives, telles que la planification urbaine, les transports et les services numériques, pour atteindre ses objectifs de ville intelligente en 2024. Cependant, il est confronté à des défis tels qu'une infrastructure numérique inadéquate, des problèmes d'intégration avec les systèmes existants, des risques liés à la confidentialité des données, un manque d'engagement de la part des communautés et des difficultés à obtenir un financement cohérent. Malgré ces défis, les initiatives font progresser le pays de manière significative en 2024.

Kampala exploite les technologies de la quatrième révolution industrielle (4IR) pour renforcer l'efficacité et numériser les services publics, améliorant ainsi la vie des citoyens. Les initiatives clés comprennent un nouveau centre de contrôle de la circulation, des feux de circulation améliorés et l'installation de poteaux intelligents avec des lumières LED et une infrastructure de télécommunications pour stimuler la connectivité.¹³²² Toutefois, une attention minimale est accordée au respect de la vie privée et à la sécurité des données.¹³²³ Ces éléments révèlent de graves violations. Il existe une tendance inquiétante au renforcement de la surveillance, des cadres juridiques inadéquats pour protéger la vie privée et des garanties insuffisantes contre les actions arbitraires de l'État. Le respect de ces mesures est essentiel pour protéger les droits individuels, favoriser la confiance dans les communications numériques et assurer le développement responsable des villes intelligentes en donnant la priorité à la confidentialité et à la sécurité des données personnelles.

Censure et modération du contenu

En 2024, l'environnement réglementaire de l'Ouganda concernant le contenu en ligne a suscité des inquiétudes quant à sa conformité avec les principes énoncés dans la CADHP, en particulier les droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information. Ces dernières années, le gouvernement ougandais a mis en œuvre des mesures strictes pour contrôler le discours en ligne, justifiant souvent ces actions sous le couvert de la sécurité nationale et de l'ordre public. Il a notamment réglementé l'utilisation des médias sociaux et surveillé et éventuellement supprimé les contenus jugés inappropriés par les autorités. Par exemple, le 13 décembre 2024, la Commission des communications de l'Ouganda (UCC) a ordonné à tous les diffuseurs et fournisseurs de services en ligne de l'Ouganda de cesser immédiatement de diffuser des chansons spécifiques jugées vulgaires et d'en discuter.¹³²⁴ Il s'agissait particulièrement d'interdire «Enkudi» et «Okwepiicha» des artistes Gravity Omutujju et Lil Pazo dans le cadre des efforts visant à protéger le tissu moral et culturel de la société ougandaise. L'UCC a cité la loi sur les communications de l'Ouganda et les règlements sur le contenu de 2019, en s'inquiétant de l'impact sur la liberté artistique et l'expression.¹³²⁵ Le 18 novembre 2024, un TikToker de 21 ans a été condamné à 32 mois de prison pour avoir insulté le président ougandais, Yoweri Museveni, par le biais d'un contenu humoristique partagé avec ses 20 000 adeptes. Il a été accusé d'incitation à la haine et de diffusion d'informations malveillantes après avoir organisé un faux procès appelant à la flagellation publique de Museveni.

Le tribunal, dirigé par le premier magistrat Stellah Maris Amabilis, a estimé qu'il n'avait pas de remords et a déclaré que la peine dissuaderait les attaques sur les médias sociaux. Cette condamnation découle d'un amendement controversé de 2022 à la loi sur l'utilisation abusive des ordinateurs (Computer Misuse Act), que le département d'État américain a associé à l'intimidation des critiques par le gouvernement. Les groupes de défense des droits ont condamné à plusieurs reprises l'Ouganda pour ses violations des droits de l'homme et ses restrictions à la

TIES A CASE REVIEW OF AFRICAN METROPOLISES (accessible le 28 novembre 2024)

¹³²² Watchdog Uganda, 'PATRICK NDEGWA : La première ville intelligente de l'Ouganda : Using digital services to make Kampala smarter' (2023) <https://www.watchdoguganda.com/op-ed/20230709/156431/patrick-ndegwa-ugandas-first-smart-city-using-digital-services-to-make-kampala-smarter.html> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³²³ Ayang Macdonald, « L'Ouganda suspend plus de 1,4 million de cartes SIM non liées aux données biométriques des utilisateurs » (29 novembre 2023, 8:02 am EST) <https://www.biometricupdate.com/202311/uganda-suspends-over-1-4m-sim-cards-not-linked-to-users-biometrics> (consulté le 18 novembre 2024).

¹³²⁴ Josh Ruby, 'L'UCC suspend officiellement Gravity Omutujju et les chansons de Lil Pazo' (17 décembre 2024) <https://mbu.ug/2024/12/17/uganda-communications-commission-suspends-gravity-omutujju-songs/> (consulté le 15 janvier 2025)

¹³²⁵ Jackie Namatovu, « L'UCC interdit « Enkudi » et « Okwepiicha » dans le cadre d'une nouvelle répression contre la musique « vulgaire » » (13 décembre 2024) <https://chimpreports.com/ucc-bans-enkudi-okwepiicha-in-new-crackdown-on-vulgar-music/> (consulté le 15 janvier 2025).

liberté d'expression.¹³²⁶ En outre, Ibrahim Musana, un créateur ougandais de TikTok âgé de 27 ans, connu pour ses pages «Pressure Pressure», a été arrêté le 16 novembre 2024. Il a été accusé de diffamation, d'incitation à la haine et d'incitation à la violence pour avoir prétendument attaqué le Kabaka et d'autres représentants du Buganda dans ses vidéos.¹³²⁷ Les autorités affirment qu'il a abusé des plateformes de médias sociaux telles que TikTok et Facebook, suscitant l'indignation de la population locale face à ses remarques irrespectueuses.¹³²⁸ Ces pratiques ont donné lieu à des accusations de censure visant à étouffer la dissidence et à supprimer les voix critiques, qui sont cruciales pour une société démocratique saine. La CADHP souligne l'importance de la liberté d'expression inhérente à la gouvernance démocratique. L'article 9 de la charte stipule explicitement que tout individu a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre de la loi. L'approche actuelle de l'Ouganda en matière de modération de contenu et de censure pourrait être considérée comme incompatible avec ces engagements, car elle limite considérablement la capacité des citoyens à s'engager librement dans le discours public. De plus, l'application des politiques de modération de contenu manque souvent de transparence et de procédure régulière, ce qui complique encore la situation. Des rapports faisant état d'arrestations arbitraires et de harcèlement de journalistes, de blogueurs et de militants ont mis en lumière les risques encourus par ceux qui cherchent à exprimer des opinions dissidentes ou à partager des informations qui vont à l'encontre des récits du gouvernement.¹³²⁹ Les pratiques de censure et de modération de contenu de l'Ouganda continueront probablement à être évaluées au regard des principes de la CADHP. Les groupes de défense et les organisations de défense des droits de l'homme continueront assurément à faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte ses obligations en matière de protection de la liberté d'expression et qu'il veille à ce que tous les citoyens puissent participer pleinement à la sphère publique numérique sans craindre de représailles. Ces efforts sont essentiels pour promouvoir un cadre de gouvernance plus ouvert et plus responsable dans un monde de plus en plus connecté.

Accès à l'information

L'Ouganda a été l'un des premiers pays africains à établir une loi sur le droit à l'information avec la loi sur l'accès à l'information (ATIA) en 2005, suivie par le règlement sur l'accès à l'information en 2011, qui s'aligne sur le principe de la garantie des droits légaux d'accès à l'information détenue par les organismes publics.¹³³⁰ Cette législation vise à promouvoir l'accès à l'information, à favoriser la transparence du gouvernement et à encourager la participation des citoyens à la prise de décision. Depuis la promulgation de la LAI, le gouvernement ougandais a lancé plusieurs programmes pour améliorer l'accès à l'information, notamment le ministère des TIC et de l'orientation nationale, qui est chargé de formuler des politiques en matière de TIC et de gérer l'infrastructure nationale; la stratégie de communication du gouvernement, qui vise à créer un système de communication coordonné entre le gouvernement et le public, le temps d'antenne pour l'éducation du public fourni sur les stations de radio locales pour informer les citoyens sur la prestation de services et les questions de développement, et le Centre d'interaction gouvernement-citoyen (GCIC) pour améliorer le suivi de la prestation de services et faciliter le retour d'informations de la part des citoyens.¹³³¹ Ces efforts sont positifs, mais insuffisants au regard des droits légaux garantis. Des efforts accrus en matière d'éducation du public sont nécessaires pour combler le fossé entre la législation et son application pratique.

En outre, la constitution ougandaise de 1995 garantit aux citoyens le droit d'accéder aux informations détenues par l'État, avec certaines restrictions en matière de sécurité et de respect de la vie privée.¹³³² Ce droit est également reconnu par les cadres internationaux, notamment l'article

¹³²⁶ Swaibu Ibrahim, « Un TikToker condamné à 32 mois de prison pour avoir insulté le président ougandais » (18 novembre 2024) <https://www.bbc.com/news/articles/cd7njyvw5o.amp> (consulté le 15 janvier 2025).

¹³²⁷ Dennis Musau, « Un TikToker arrêté pour avoir trollé le roi Kabaka d'Ouganda » (19 février 2024 05:53 (EAT)) <https://www.citizen.digital/news/tiktoker-arrested-for-trolling-ugandas-king-kabaka-n337002> (consulté le 15 janvier 2025).

¹³²⁸ Dennis Musau, « Un TikToker arrêté pour avoir trollé le roi Kabaka d'Ouganda » (19 février 2024 05:53 (EAT)) <https://www.citizen.digital/news/tiktoker-arrested-for-trolling-ugandas-king-kabaka-n337002> (consulté le 15 janvier 2025).

¹³²⁹ Brian Byaruhanga, « Gérer les menaces qui pèsent sur le journalisme en Ouganda » (30 juin 2023) <https://cipe-sa.org/2023/06/navigating-the-threats-to-journalism-in-uganda/> (consulté le 14 janvier 2025)

¹³³⁰ CIPESA, « L'état de l'accès à l'information en Ouganda » <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/report/Position-Paper-The-State-of-Access-to-Information-in-Uganda.pdf> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³³¹ <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/report/Position-Paper-The-State-of-Access-to-Information-in-Uganda.pdf> (consulté le 11 novembre 2024)

¹³³² <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/report/Position-Paper-The-State-of-Access-to-Information-in-Uganda.pdf>

19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 9 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.¹³³³ En outre, les Nations unies ont souligné l'importance de l'accès à l'internet en tant qu'élément essentiel de la promotion du droit à l'information, l'UNESCO ayant désigné le 28 septembre comme la Journée internationale de l'accès universel à l'information. Cette structure législative fait progresser le droit d'accès à l'information détenue par les organismes publics, mais son efficacité dépend de la mise en œuvre et de la pratique.

La loi sur l'accès à l'information de 2005 accorde aux citoyens le droit d'accéder à l'information, mais dans la pratique, nombreux sont ceux qui se heurtent à des difficultés.¹³³⁴ De nombreux Ougandais, y compris des agents d'information et des fonctionnaires, doivent souvent être informés de l'existence de la loi, ce qui entrave sa mise en œuvre. La section 3(d) de la loi stipule que les citoyens doivent avoir accès à l'information facilement et dans un délai de 21 jours. Cependant, les retards dus à la peur et à la bureaucratie rendent généralement l'exercice de ce droit difficile, en particulier pour les journalistes et les personnes chargées de faire respecter les droits de l'homme; ces obstacles entravent l'accès des résidents à l'information, ce qui contredit le principe d'accès rapide énoncé dans la Convention relative aux droits de l'homme. Alors que la loi devrait permettre l'accès du public aux informations concernant les citoyens, l'article 41 de la Constitution et d'autres sections limitent ce droit aux informations détenues par les organismes publics, à l'exclusion des entreprises privées et de la société civile, parce qu'il est du devoir des acteurs étatiques de fournir les informations nécessaires à la protection des droits de l'homme.

En revanche, les acteurs non étatiques n'ont pas les mêmes obligations. Cependant, cette exclusion d'autres entités soulève des inquiétudes quant à l'aspect pratique et à l'efficacité de l'accès à l'information, qui est essentiel pour le respect du principe 26(a) de la CADHP. La LAI couvre principalement les informations émanant d'organismes publics, ce qui exclut les entités privées et limite l'accès à des informations cruciales pour la protection des droits. Cependant, malgré ces obstacles, la radio reste la principale source d'information, bien que son utilisation ait chuté de 79 % en 2017 à 56 % en 2024. L'utilisation de la télévision a augmenté de 9 % à 17 %, mais a diminué à 16 % en 2024. L'utilisation d'Internet a augmenté de 0,3 % à 4 %, tandis que l'utilisation des médias sociaux a réduit de 4 % à 3 %. Le bouche-à-oreille comme source d'information a augmenté de manière significative, passant de 4 % à 16 %, ce qui met en évidence les préoccupations liées à la désinformation.¹³³⁵

Intelligence artificielle et technologies émergentes

L'intelligence artificielle (IA) suscite de plus en plus d'inquiétudes, les informaticiens prévoyant que les systèmes intelligents prendront de plus en plus le relais de l'homme dans la prise de décision.¹³³⁶ Selon l'enquête mondiale 2022 publiée le 8 décembre 2024 par la Lloyd's Register Foundation, une organisation caritative britannique spécialisée dans la sécurité numérique, 78 % des Ougandais ont indiqué qu'ils ne se sentaient pas en sécurité dans des voitures conduites sans conducteur humain.¹³³⁷ Selon le rapport 2024 Government AI Readiness Index d'Oxford Insights, l'Ouganda se classe au 132e rang sur 193 pays en matière de développement de l'IA sur la base du gouvernement, de la technologie et de l'infrastructure.¹³³⁸ Malgré ce mauvais classement, des experts et des organisations locales de l'IA ont formé 2 567 personnes pour former un million d'Ougandais d'ici à 2030 afin d'améliorer les perceptions de l'IA générative.¹³³⁹ Le gouvernement ougandais déploie également des technologies d'IA dans diverses agences afin de renforcer l'efficacité, d'améliorer la précision, de relever les défis environnementaux, de renforcer la sécurité et de fournir des services personnalisés aux citoyens.¹³⁴⁰

En Ouganda, le gouvernement s'est associé à l'entreprise chinoise Huawei en 2019 pour créer un

[pdf](#) (consulté le 11 novembre 2024)

¹³³³ <https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/report/Position-Paper-The-State-of-Access-to-Information-in-Uganda.pdf>

¹³³⁴ (consulté le 11 novembre 2024)

¹³³⁴ <https://chapterfouruganda.org/sites/default/files/downloads/The-Access-to-Information-Act-2005.pdf> (consulté le 11 novembre 2024)

¹³³⁵ <https://www.independent.co.ug/radio-still-most-popular-media-in-uganda/> (consulté le 11 novembre 2024)

¹³³⁶ <https://www.independent.co.ug/ugandans-fear-artificial-intelligence/> (consulté le 9 novembre 2024)

¹³³⁷ <https://www.independent.co.ug/ugandans-fear-artificial-intelligence/> (consulté le 9 novembre 2024)

¹³³⁸ Indice de préparation à l'IA gouvernementale 2024 <https://oxfordinsights.com/ai-readiness/ai-readiness-index/> (consulté le 8 janvier 2024)

¹³³⁹ https://www.ntv.co.ug/ug/news/business/uganda-ranks-low-on-global-ai-index-as-experts-aim-to-train-1-million-4824128#google_vignette (consulté le 16 novembre 2024)

¹³⁴⁰ <https://apsdpr.org/index.php/apsdpr/article/view/770>

système de surveillance par reconnaissance faciale alimenté par l'IA, censé prévenir la criminalité. Cependant, l'IA formée sur des données biaisées peut renforcer les stéréotypes de genre, ce qui rend crucial de documenter les menaces contre les groupes marginalisés.¹³⁴¹ Ce partenariat soulève des questions essentielles sur la compatibilité avec les lois internationales sur les droits de l'homme. Les problèmes de transparence qui entourent le partenariat rendent difficile l'évaluation de son respect des lois internationales sur les droits de l'homme et soulèvent des inquiétudes quant à d'éventuels conflits éthiques. Il est essentiel de comprendre les motivations et les détails du partenariat pour garantir le respect des principes des droits de l'homme. L'utilisation de l'IA à des fins de surveillance peut violer les droits à la vie privée et à la liberté d'expression garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et il est donc essentiel de veiller à ce que ces technologies respectent les droits fondamentaux. La technologie Deepfake, qui produit des contenus audio et vidéo réalistes, mais faux, est de plus en plus utilisée pour nuire aux journalistes.¹³⁴² Ainsi, le faux audio du journaliste Denník N est un exemple inquiétant d'utilisation abusive de l'IA.¹³⁴³ S'il est relativement facile de créer des «deepfakes», les détecter reste un défi, car des outils de détection fiables doivent encore être améliorés. Des outils avancés de surveillance par IA, y compris la reconnaissance faciale, sont également déployés pour surveiller les citoyens sous prétexte de renforcer la sécurité.¹³⁴⁴ Cela soulève des inquiétudes, notamment en ce qui concerne le harcèlement de militants ougandais pour le climat en 2024 par de faux comptes de médias sociaux.¹³⁴⁵ Une enquête menée par la BBC en janvier 2024 a mis au jour un réseau de comptes de ce type en Ouganda, utilisant des méthodes de faible technicité similaires au photoshopping traditionnel.¹³⁴⁶ Alors que l'utilisation de grands modèles de langage comme ChatGPT se développe, il est urgent de réévaluer les lois sur la collecte de données afin de protéger les droits des citoyens. Les décideurs politiques craignent que les «deepfakes» n'induisent en erreur et ne divisent la société, ce qui en ferait un puissant outil de désinformation.

Cette évolution technologique soulève des questions quant à l'applicabilité de l'article 27 de la Constitution de 1995, qui garantit le «droit à la vie privée». À la suite de la loi de 2010 sur la réglementation de l'interception des communications (Regulation of Interception of Communications Act - RICA), ce droit doit être pris en compte de manière adéquate en raison des avancées technologiques. Il est donc nécessaire de souligner les efforts du gouvernement dans l'élaboration d'une loi sur l'IA et d'une politique visant à réglementer l'utilisation de l'IA, en particulier pour lutter contre la désinformation sur les plateformes numériques.¹³⁴⁷ La collaboration avec la communauté juridique, le monde universitaire et les Nations unies vise à établir les réglementations nécessaires. Il est également essentiel de prendre en compte les préoccupations éthiques et les implications sociales de l'adoption de l'IA, notamment en ce qui concerne la confidentialité des données, les risques de sécurité, la fracture numérique et le déplacement des emplois. Il est essentiel d'aborder ces questions pour obtenir des résultats durables en Ouganda. L'intégration des technologies de l'IA en Ouganda offre la possibilité d'améliorer l'efficacité et la sécurité, mais elle doit s'aligner sur les principes de l'ACPHR, tels que le principe 39. Des efforts continus sont essentiels pour garantir que ces technologies respectent les droits fondamentaux, favorisant un environnement numérique sûr et juste pour tous les Ougandais.

Inclusion numérique

Systèmes d'identification numérique inclusifs

Le système national d'identification de l'Ouganda est un élément crucial de la gouvernance et

¹³⁴¹ Intelligence artificielle et technologies émergentes et leur impact sur l'espace civique en Afrique <https://wougn.net/org/artificial-intelligence-and-emerging-technologies-and-their-impact-on-civic-space-in-africa/> (consulté le 18 novembre 2024).

¹³⁴² <https://cipesa.org/2023/06/navigating-the-threats-to-journalism-in-uganda/> (consulté le 10 novembre 2024)

¹³⁴³ <https://ipi.media/slovakia-deepfake-audio-of-dennik-n-journalist-offers-worrying-example-of-ai-abuse/> (consulté le 8 janvier 2025)

¹³⁴⁴ Les problèmes de désinformation pourraient se multiplier avec les vidéos «deepfake» (lundi 28 janvier 2019 - mis à jour le 28 septembre 2020) <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/misinformation-woes-could-multiply-with-deepfake-videos-1803256> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁴⁵ Des faux grossiers en Ouganda Trending : Une enquête de BBC Trending expose un réseau tentaculaire de faux comptes de médias sociaux opérant en Ouganda <https://www.bbc.co.uk/programmes/w3ct5d9f> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁴⁶ <https://www.bbc.co.uk/programmes/w3ct5d9f> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁴⁷ Atuhaire, Edna, « L'intelligence artificielle et le droit à la vie privée en Ouganda » (2021-12) <https://dissertations.mak.ac.ug/handle/20.500.12281/11955> (consulté le 18 novembre 2024)

de l'identification dans le pays, facilitant l'accès de millions de personnes aux services publics et à l'inclusion financière. En 2024, une opération massive d'inscription et de renouvellement des cartes d'identité permettra de mettre à jour les cartes périmées et d'enregistrer les citoyens non répertoriés. L'introduction de la biométrie de l'iris constituera une mise à jour importante, car elle permettra de résoudre le problème d'environ un million d'enregistrements d'empreintes digitales illisibles en raison du vieillissement ou d'une blessure. Les motifs de l'iris, uniques à chaque individu et permanents dans le temps, renforceront la sécurité et la précision de la vérification de l'identité.

L'Autorité nationale d'identification et d'enregistrement (NIRA) vise à enregistrer 17,2 millions d'Ougandais non inscrits tout en renouvelant de nombreuses cartes d'identité arrivant à expiration. Toutefois, le calendrier serré de cette initiative suscite des inquiétudes, notamment en raison des prochaines élections générales de 2026, pour lesquelles les électeurs doivent être munis d'une pièce d'identité. Une inscription précipitée pourrait priver de leur droit de vote de nombreuses personnes, en particulier les primo-votants et les électeurs éloignés, ce qui aurait un impact sur leur accès aux services essentiels et leur participation à la démocratie. Cependant, ce délai est aussi l'occasion de recueillir les commentaires des parties prenantes afin d'améliorer le processus et de garantir un système d'identification numérique plus inclusif, plus équitable et plus respectueux de la vie privée. Ce faisant, le gouvernement peut aligner ses efforts sur les meilleures pratiques internationales en matière d'infrastructure publique numérique. Toutefois, si le système national d'identification de l'Ouganda vise à améliorer la gouvernance et l'inclusion grâce à des innovations telles que la biométrie de l'iris, la mise en œuvre doit protéger la vie privée, la sécurité des données, le consentement éclairé, la transparence, la responsabilité et la surveillance, ainsi que la limitation des objectifs. Cette adhésion au principe 42 de la CADHP sur la vie privée et la protection des données personnelles renforcera en fin de compte la participation démocratique et la confiance du public.

Fonds de service universel

En 2023, seuls 27 % des Ougandais vivaient dans des zones urbaines, ce qui se traduit par un accès limité à l'électricité et à l'internet dans les zones rurales.¹³⁴⁸ Il existe un écart important entre les sexes en matière d'accès à l'internet, l'indice 2022 de l'internet inclusif faisant état d'une disparité de 23,5 %, soit dix points de pourcentage de plus qu'en 2021.¹³⁴⁹ Le Fonds pour le service universel, connu sous le nom de Uganda Communications Universal Service and Access Fund (UCUSAF), vise à étendre l'accès aux télécommunications dans les zones non desservies et mal desservies qui ne sont pas commercialement viables pour les opérateurs titulaires d'une licence. Cette initiative soutient plusieurs objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 9, qui promeut une infrastructure résiliente, et l'ODD 10, qui cherche à réduire les inégalités dans l'accès aux ressources. En élargissant l'accès aux télécommunications, l'UCUSAF contribue à réduire la fracture numérique et à améliorer l'équité tout en soutenant l'objectif de développement durable n° 11 pour les villes durables.¹³⁵⁰ L'UCUSAF reçoit des contributions annuelles de la part d'opérateurs de télécommunications agréés, qui paient une taxe de 2 % sur leurs revenus bruts, garantissant ainsi l'accès des populations mal desservies aux services de communication essentiels.¹³⁵¹

En mai 2024, MTN Uganda a annoncé une contribution de 42,5 milliards UGX au fonds d'accès et de service universel de l'UCC, contre 36 milliards UGX l'année précédente.¹³⁵² Cet investissement souligne l'engagement de MTN Uganda à réduire la fracture numérique et s'aligne sur sa stratégie 2025 pour les solutions numériques en Afrique.¹³⁵³ De même, Airtel Uganda a contribué à hauteur

¹³⁴⁸ Banque mondiale, 'Population urbaine (% de la population totale) - Ouganda' <https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=UG> (consulté le 17 novembre 2024)

¹³⁴⁹ Economist Impact, « Indice Internet inclusif 2022 en Ouganda » <https://impact.economist.com/projects/inclusive-internet-index/2022/country/Uganda> (consulté le 17 novembre 2024)

¹³⁵⁰ UCUSAF - Programme d'infrastructure d'accès <https://www.ucc.co.ug/ucusaf/access-infrastructure-program/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁵¹ JAVIRA SSEBWAMI, Airtel verse 34,8 milliards UGX au fonds de télécommunications rurales' (4 avril 2024) <https://www.pmldaily.com/business/2024/04/airtel-pays-ugx-34-8billion-to-rural-telecom-fund.html> (consulté le 18 novembre 2024).

¹³⁵² Mtn Uganda (24 mai 2024). MTN Uganda annonce une contribution de 42,5 milliards d'UGX au Fonds de service et d'accès universels de l'UCC <https://www.mtn.co.ug/mtn-uganda-announces-ugx-42-5-billion-contribution-to-uccs-universal-service-and-access-fund/> (consulté le 19 novembre 2024).

¹³⁵³ MTN Uganda, « MTN Uganda annonce une contribution de 42,5 milliards de SGD au Fonds pour le service et l'accès universels de l'UCC » (24 mai 2024).

de 34,8 milliards d'UGX au fonds de développement des communications rurales, qui a financé des centres de formation aux TIC dans les écoles et des tours Internet dans les communautés mal desservies au cours des cinq dernières années.¹³⁵⁴

En 2024, des avancées notables ont été réalisées dans le domaine des télécommunications, notamment avec l'inauguration d'un site de télécommunications alimenté par l'énergie solaire à Lapono, dans le district d'Agago, sous l'égide du Fonds d'accès et de service universel de la Commission des communications de l'Ouganda (UCUSAF). Ce projet vise à améliorer l'accès au réseau dans les zones mal desservies tout en promouvant la durabilité. L'UCC prévoit d'établir 63 sites supplémentaires avec Towerco Africa, dont sept sont déjà construits et quatre opérationnels dans des endroits tels que Kasimbi, Nyambigha et Kyazirimu. La subvention estimée pour ces initiatives est de 12 milliards de shillings ougandais.¹³⁵⁵ En outre, 1 400 ménages mal desservis dans huit sous-comtés ont reçu des tablettes solaires préchargées avec des données, facilitant ainsi la connectivité.¹³⁵⁶ L'UCUSAF a pour objectif d'achever 200 sites au cours des cinq prochaines années, en visant une couverture de 42 % dans 117 sous-comtés identifiés, afin d'autonomiser les communautés et de favoriser le développement économique.¹³⁵⁷

Fin 2023, le GDIP a réalisé une évaluation de l'impact du Projet d'appareils électroménagers ruraux, lancé par la Commission ougandaise des communications (UCC) dans le cadre du Fonds ougandais d'accès au service universel de communication (UCUSAF). Ce projet vise à fournir des technologies de l'information et de la communication (TIC) aux communautés mal desservies en Ouganda. L'UCC distribue des tablettes alimentées par le réseau et par l'énergie solaire, préchargées avec six mois de forfaits de données, aux ménages à faibles revenus dans les villages. Les principaux objectifs sont d'améliorer la connectivité, la culture numérique et l'accès à l'information, afin de réduire la fracture numérique. En décembre 2023, le projet avait achevé deux phases pilotes et mis en œuvre une troisième phase, atteignant 54 districts et profitant à 10 706 ménages. Le projet a considérablement amélioré le paysage socio-économique en s'attaquant à des problèmes tels que le faible taux d'alphabétisation, les problèmes d'accessibilité financière et la couverture réseau limitée. Les appareils distribués sont principalement utilisés pour l'éducation, la génération de revenus et la communication. Deux tiers des participants ont fait état d'une augmentation de leurs revenus grâce à l'utilisation des appareils pour des activités commerciales et d'un gain de temps et d'argent.¹³⁵⁸

L'UCUSAF s'est associée à NUDIPU et à Eight Tech Consults pour améliorer les compétences numériques des personnes handicapées en Ouganda. Ils ont récemment réalisé une évaluation des besoins pour combler le fossé numérique des personnes handicapées dans le cadre d'un programme triennal axé sur l'amélioration des compétences en TIC et de l'accès aux services en ligne.¹³⁵⁹ Les études montrent que plus de 60 % des personnes handicapées ont besoin de compétences plus élémentaires en matière de TIC et qu'elles possèdent peu d'appareils connectés à l'internet. Seuls 24,7 % des personnes handicapées possèdent un smartphone, 4,7 % un ordinateur portable et encore moins une tablette ou un ordinateur de bureau. La plupart d'entre eux utilisent ces appareils essentiellement pour se divertir plutôt que pour s'instruire ou accéder à des informations essentielles, ce qui souligne la nécessité d'une formation adaptée en matière d'alphabétisation numérique.¹³⁶⁰ Le NUDIPU, en collaboration avec l'UCC, Eight Tech Consults et d'autres parties prenantes, s'efforce également d'améliorer l'adoption des TIC et l'accès aux

<https://www.mtn.co.ug/mtn-uganda-announces-ugx-42-5-billion-contribution-to-uccs-universal-service-and-access-fund/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁵⁴ <https://www.pmldaily.com/business/2024/04/airtel-pays-ugx-34-8billion-to-rural-telecom-fund.html> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁵⁵ Mary Gorret Nakiganda, « L'UCC dévoile un site de télécommunications solaires dans le district d'Agago » (13 février 2024) <https://ideashouse.news/ucc-unveils-solar-telecom-site-in-agago-district/> (consulté le 19 novembre 2024).

¹³⁵⁶ 1 400 ménages ougandais reçoivent des tablettes alimentées par l'énergie solaire <https://sun-connect.org/1400-households-in-uganda-get-solar-powered-tablets/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁵⁷ Roger Bambino, « UCUSAF : Pourquoi l'UCC déploie-t-elle son propre réseau de télécommunications ? » (6 février 2024) <https://techjaja.com/ucusaf-why-is-ucc-still-rolling-out-own-telecom-network/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁵⁸ Partenariat mondial pour l'inclusion numérique, « Connecter les personnes mal desservies et non desservies : que pouvons-nous apprendre de l'Ouganda » (24 janvier 2024) <https://globaldigitalinclusion.org/2024/01/24/connecting-the-underserved-and-unserved-what-can-we-learn-from-uganda/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁵⁹ <https://guru8.net/2024/06/ucc-ucusaf-partner-with-nudipu-and-eight-tech-consults-to-boost-digital-skills-for-persons-with-disabilities-in-uganda/> (consulté le 20 novembre 2024)

¹³⁶⁰ Davis Kawalya, « L'UCC et l'UCUSAF s'associent à NUDIPU et à Eight Tech Consults pour renforcer les compétences numériques des personnes handicapées en Ouganda » (14 juin 2024) <https://guru8.net/2024/06/ucc-ucusaf-partner-with-nudipu-and-eight-tech-consults-to-boost-digital-skills-for-persons-with-disabilities-in-uganda/> (consulté le 19 novembre 2024).

services en ligne pour les personnes handicapées. D'ici à 2024, plus de 54339 personnes auront rejoint le programme.¹³⁶¹

Le programme e-booster financé par l'UCC vise à améliorer l'inclusion financière dans les communautés de pêcheurs ougandaises mal desservies en numérisant les organisations coopératives d'épargne et de crédit (SACCO).¹³⁶² Une évaluation a révélé que si 90 % des personnes interrogées possèdent un téléphone (38 % ont un smartphone), seulement 10 % ont un accès fiable à Internet et 62,4 % n'ont pas encore fait l'expérience d'Internet. Plus de 80 % des personnes interrogées gagnent moins de 500 000 shillings ougandais par mois. Malgré cela, 77 % sont membres de groupes d'épargne, qui s'appuient principalement sur des registres papier pour la tenue des comptes, ce qui pose des problèmes tels que la fraude et les retards - seuls 3 % utilisent des systèmes automatisés, ce qui montre qu'il y a un besoin d'amélioration.

Sur une note positive, la Commission des communications de l'Ouganda étend les réseaux mobiles, avec 600 000 nouveaux abonnements mobiles au deuxième trimestre 2023, ce qui se traduit par un taux de pénétration de 77 abonnements actifs de téléphonie mobile pour 100 Ougandais.^{1363, 1364} Le nombre d'utilisateurs actifs de l'internet mobile a atteint 12,5 millions, tiré par l'utilisation des smartphones. Dans le domaine de l'éducation, 85 % des écoles secondaires publiques disposent de laboratoires informatiques avec accès à l'internet.¹³⁶⁵ Pour remédier au manque de technologie au niveau primaire, l'UCC fournira des services Internet à 50 écoles primaires et a organisé une réunion préalable à l'appel d'offres le 19 décembre 2023 pour discuter de l'initiative. Les étapes suivantes de la procédure de passation des marchés sont en cours.¹³⁶⁶ Dans les mois à venir, une mise à jour sera fournie concernant la section des fournisseurs de services et les délais de distribution des services Internet à 50 écoles primaires.

En mars 2024, TowerCo de l'Afrique Ouganda, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement, a annoncé son intention d'installer 506 nouvelles tours de télécommunications pour améliorer la connectivité rurale.¹³⁶⁷ Parallèlement, le ministère des technologies de l'information et de la communication a lancé en 2023 une feuille de route quinquennale pour la transformation numérique nationale afin d'étendre l'infrastructure dorsale nationale (NBI) à 73 districts supplémentaires et 20 villes d'ici à 2028 dans le but d'assurer la connectivité de 3 000 unités gouvernementales à des vitesses de 20 Gbit/s. En août 2023, 1 466 sites gouvernementaux étaient connectés.¹³⁶⁸ En août 2023, 1 466 sites gouvernementaux étaient connectés.¹³⁶⁹ En 2024, la feuille de route du gouvernement prévoyait d'étendre 800 points d'accès Wi-Fi supplémentaires dans les zones mal desservies.¹³⁷⁰ Toutefois, il est possible que ce projet se prolonge au-delà de 2024, car le gouvernement prévoit de connecter au moins 90 % des ménages à l'internet d'ici à 2040.¹³⁷¹

L'UCUSAF gère divers programmes visant à combler le fossé numérique et à promouvoir une croissance inclusive. Ces initiatives comprennent les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation, les TIC pour les personnes handicapées, la qualification numérique et la connectivité Internet. Le programme d'infrastructure d'accès se concentre sur

¹³⁶¹ Application TIC pour les personnes handicapées <https://app.ict4personswithdisabilities.org/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁶² Cinnamon News, « Le programme e-booster financé par l'UCC vise à favoriser l'inclusion financière grâce à la numérisation des SACCOS parmi les communautés de pêcheurs mal desservies d'Ouganda » (15 juillet 2024) <https://cinnamonclubs.com/ucc-funded-e-booster-program-moves-to-bring-financial-inclusion-through-digitization-of-saccos-amongst-ugandas-underserved-fishing-communities/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁶³ <https://cinnamonclubs.com/ucc-funded-e-booster-program-moves-to-bring-financial-inclusion-through-digitization-of-saccos-amongst-ugandas-underserved-fishing-communities/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁶⁴ MTN Ouganda annonce une contribution de 42,5 milliards UGX au fonds d'accès et de service universel de l'UCC <https://www.mtn.co.ug/mtn-uganda-announces-ugx-42-5-billion-contribution-to-uccs-universal-service-and-access-fund/> (consulté le 18 novembre 2024)

¹³⁶⁵ <https://www.mtn.co.ug/mtn-uganda-announces-ugx-42-5-billion-contribution-to-uccs-universal-service-and-access-fund/> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁶⁶ <https://www.newvision.co.ug/opportunities/tenders-1208> (consulté le 7 janvier 2025)

¹³⁶⁷ Publications de la BEI, « Ouganda : 40 millions de dollars de soutien européen pour l'expansion des télécommunications rurales en Ouganda » (7 mars 2024) <https://www.eib.org/en/press/all/2024-097-usd40-million-european-backing-for-uganda-rural-telecom-expansion> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁶⁸ FEUILLE DE ROUTE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE 2023/2024 - 2027/2028 <https://ict.go.ug/wp-content/uploads/2023/08/Digital-Transformation-Roadmap.pdf> (consulté le 19 novembre 2024)

¹³⁶⁹ Projet d'infrastructure dorsale nationale (NBI/EGI) <https://www.nita.go.ug/projects-service-portfolio/national-backbone-infrastructure-project-nbiegi> (consulté le 28 novembre 2024)

¹³⁷⁰ MYUG WiFi <https://www.nita.go.ug/MYUG%20WiFi> (consulté le 28 novembre 2024)

¹³⁷¹ <https://tnnuganda.com/2023/08/17/govt-to-connect-90-of-ugandan-households-to-internet/> (accédée le 7 janvier 2025)

l'amélioration de la connectivité dans les zones économiquement difficiles en construisant des sites stratégiquement situés.¹³⁷² Avec une approche globale et des plans ambitieux, l'UCUSAF vise à améliorer l'accès aux TIC dans les communautés ougandaises non desservies ou mal desservies.

Conclusion

Le rapport «Uganda Digital Rights and Inclusion 2024» souligne la nécessité d'une approche multipartite pour relever les défis complexes du pays en matière de droits numériques. Si des progrès ont été réalisés, notamment en matière d'accès à l'internet et d'engagement civique, des obstacles importants à la liberté d'expression et à l'accès à l'information subsistent, en particulier en ce qui concerne les restrictions gouvernementales et la protection des groupes marginalisés. Pour aller de l'avant, il est essentiel que les médias, la société civile, le gouvernement et le secteur privé coordonnent leurs efforts pour que le paysage numérique ougandais devienne un espace qui défende la liberté d'expression, protège la vie privée et promeuve l'inclusion. Par conséquent, si le rapport reconnaît les principes énoncés dans la déclaration de la CADHP, il révèle également des lacunes dans leur mise en œuvre qui doivent être comblées pour une conformité totale. En mettant en œuvre ces recommandations, les parties prenantes peuvent travailler ensemble pour combler le fossé numérique et défendre les droits et la dignité de tous les Ougandais à l'ère numérique.

L'indice TheScore

Le tableau de bord ci-dessous reflète les défis importants à relever pour garantir les droits liés à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à la protection des données. De nombreux domaines requièrent une attention et des réformes urgentes.

Indicateur de score	Déclaration de la CADHP (P comme Principe)	Score	Justification
Fermeture d'Internet	P38(2)	3	Les fermetures d'Internet entravent considérablement l'accès à l'information et limitent la communication, ce qui constitue une grave violation des droits.
Lois, politiques et autres mesures inexistantes pour promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à l'internet	P37	2	L'absence de lois adéquates pour garantir l'accès à l'internet met en évidence une lacune critique qui entrave l'équité et l'inclusion.
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)	1	S'il existe des réglementations susceptibles de lutter contre la désinformation, elles échouent souvent et portent atteinte à la protection de la liberté d'expression. Elles peuvent être utilisées à mauvais escient contre la dissidence, surtout si l'on considère la référence aux arrestations liées aux fausses nouvelles.

Législation sur la sédition	P22(2)	1	Les lois sur la sédition restreignent la liberté d'expression et sont utilisées pour faire taire les critiques, ce qui constitue une grave menace pour les normes démocratiques.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits de l'homme et des citoyens	P20(1) & (2)	1	La fréquence des arrestations arbitraires crée un climat de peur et entrave la liberté d'expression et les libertés civiles.
Législation sur la protection des données.	P42	4	Bien qu'il existe certaines mesures et réglementations en matière de protection des données, il n'y a pas d'autorité indépendante chargée de la protection des données ; leur mise en œuvre reste incohérente et insuffisante pour protéger efficacement la vie privée.
Les États interviennent et exigent le retrait de contenus en ligne par les intermédiaires de l'internet.	P38 et P39(4)	2	L'ingérence de l'État dans la suppression des contenus en ligne porte atteinte à la liberté d'expression et indique des pratiques de censure qui restreignent considérablement l'accès à l'information et limitent la diversité des points de vue en ligne.
Atteinte à la confidentialité des communications	P41	2	L'invasion continue de la vie privée représente une violation importante des droits de la personne et sape la confiance dans les communications numériques.
L'incapacité du gouvernement à divulguer et à diffuser de manière proactive l'information sur les technologies numériques.	P29(3)	3	La diffusion limitée d'informations proactives limite la sensibilisation et l'engagement du public, ce qui va à l'encontre des principes de transparence et de responsabilité.
IA et technologies émergentes Stratégies nationales	P39(6)	3	Bien que certaines stratégies existent, leur efficacité et leur alignement sur les normes internationales doivent être évalués et améliorés.

Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques en faveur de la sécurité numérique et de la protection de la vie privée des enfants en ligne	P37(5)	3	L'état actuel de la sécurité numérique et de la protection de la vie privée des enfants en Ouganda reste insuffisant. Bien qu'il existe quelques cadres, ils ne contiennent pas de dispositions spécifiques concernant la sécurité en ligne des enfants. Des politiques et des lois plus complètes sont nécessaires pour traiter de manière adéquate les risques uniques auxquels les enfants sont confrontés dans l'environnement numérique, y compris le harcèlement et l'exploitation en ligne. En outre, les efforts de sensibilisation et d'éducation des parents, des tuteurs et des enfants en matière de protection de la vie privée sont encore limités. Il est urgent de mettre en place des initiatives de collaboration entre les gouvernements, la société civile et les entreprises technologiques afin de créer une expérience en ligne plus sûre pour les enfants. La récente mise en place par l'Union africaine d'une politique de sécurité en ligne et d'autonomisation des enfants pourrait avoir un impact sur les initiatives à venir en Ouganda dans ce domaine.
Inclusion numérique	P37(3)	3	Des efforts sont déployés pour améliorer l'inclusion numérique, mais les disparités en matière d'accès et d'utilisation indiquent qu'il est nécessaire de lancer des initiatives de plus grande envergure.
SCORE TOTAL (jusqu'à 60)		28	

Que signifie pour l'Ouganda ce score de 28?

Un score total de 28 met en évidence des défis importants en Ouganda concernant des droits tels que la liberté d'expression, l'accès à l'information et la protection des données, ce qui montre que l'Ouganda est légèrement en conformité. Bien qu'il existe certains aspects positifs, tels que les mesures de protection des données et les stratégies en matière d'intelligence artificielle, les résultats globaux restent médiocres. Les principaux problèmes concernent la liberté d'expression, avec de faibles scores liés aux lois sur la sédition et aux arrestations arbitraires, ce qui indique un environnement répressif pour les médias et les dissidents; l'accès à l'information, qui illustre comment les fermetures d'Internet et les pratiques de divulgation inadéquates entravent l'accès du public aux informations essentielles, sapant ainsi les valeurs démocratiques; la protection des données, où les mesures existantes sont incohérentes et inadéquates, ce qui suggère la nécessité de cadres plus solides pour protéger les données personnelles et la vie privée; et l'inclusion numérique, qui indique que des efforts sont nécessaires pour améliorer l'accès à l'Internet dans différentes catégories de la population. En résumé, le score de 28 souligne le besoin urgent de réformes en Ouganda pour résoudre ces problèmes systémiques, promouvoir les droits de l'homme et créer un environnement numérique inclusif pour tous les citoyens.

Recommandations

Le gouvernement devrait:

- Élaborer et mettre en œuvre des politiques globales qui s'alignent sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et protègent la liberté d'expression et les droits des individus dans l'espace numérique.
- Établir des lignes directrices claires pour réglementer les contenus en ligne qui respectent les droits des citoyens tout en s'attaquant à la désinformation et aux discours haineux.
- Augmenter les investissements dans l'infrastructure numérique afin d'étendre l'accès à l'internet dans les zones rurales et d'assurer une connectivité équitable pour tous les citoyens.

Les médias devraient:

- Favoriser une culture de l'information responsable qui donne la priorité à l'exactitude et au contexte, en particulier en ce qui concerne les questions liées au genre, afin de lutter contre la désinformation sexiste.
- Renforcer les efforts de collaboration entre les organisations de médias pour partager les ressources et les meilleures pratiques dans la lutte contre la violence et le harcèlement sexistes en ligne.
- Former les journalistes à la protection des données, au respect de la vie privée et à l'utilisation éthique des technologies afin de protéger les sources et les informations sensibles.

La société civile devrait:

- Renforcer les efforts de sensibilisation aux droits et à l'inclusion numériques, en particulier dans les communautés rurales et les groupes marginalisés.
- Promouvoir des programmes d'alphabétisation numérique qui permettent aux individus, en particulier aux femmes, de naviguer dans les espaces en ligne de manière sûre et efficace.
- Collaborer avec des organisations locales pour relever les défis uniques auxquels les femmes et les autres populations vulnérables sont confrontées dans le paysage numérique.
- Renforcer les efforts de plaidoyer en faveur de politiques spécifiques, telles que la politique nationale en matière d'intelligence artificielle, et abroger les lois problématiques, telles que le cadre réglementaire pour les plateformes en ligne, la loi sur la gestion de l'ordre public (2013), la loi sur les télécommunications et la loi sur le conseil des médias, entre autres, afin de renforcer la liberté d'expression et les droits en ligne.

Le secteur privé devrait:

- Promouvoir les initiatives de responsabilité sociale des entreprises qui améliorent l'accès à l'internet et la culture numérique dans les communautés mal desservies.
- Collaborer avec la société civile et le gouvernement pour créer des environnements en ligne plus sûrs en améliorant les pratiques de modération du contenu et en protégeant la vie privée des utilisateurs.
- Investir dans des technologies et des plateformes qui donnent la priorité aux droits des utilisateurs et facilitent un plus grand engagement dans les espaces en ligne, en particulier pour les groupes marginalisés.

- Élaborer des normes communautaires pour la modération du contenu qui promeuvent les droits et traitent de la violence sexiste facilitée par la technologie (TFGBV).

21

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

